



## **Fin du pétrole. Et des politiques du déni?**

Xavier Dupret  
15.050 signes  
Février 2020

*La production mondiale de pétrole sera-t-elle en déclin d'ici 2025 ? La fin du pétrole est-elle proche ?*

Comme nous allons le voir, ces questions ne relèvent ni du scénario catastrophe ni de la grande surprise. Au contraire, le déclin de la production pétrolière constituera, à l'avenir, une hypothèse de plus en plus crédible. Des voix se sont pourtant élevées dans le passé pour signaler cette probabilité. Il semble qu'elles étaient davantage écoutées qu'aujourd'hui.

### ***Le constat***

Puisque la planète consomme de plus en plus de pétrole, il existe un risque sérieux de voir la production s'avérer insuffisante pour satisfaire la demande à partir de 2025. C'est ce qu'affirmait l'année dernière, un rapport publié dans la très austère revue « Oil & Gas Science and Technology »<sup>1</sup>.

En 2018, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) anticipait une hausse de la demande mondiale de pétrole de 99,2 millions de barils par jour (Mbj) à 106,4 Mbj à l'horizon 2025. Voilà pour ce qui est de la demande. Du côté de l'offre, le volume extrait des champs

---

<sup>1</sup> Pierre Hacquard, Marine Simoën, Emmanuel Hache. *Is the oil industry able to support a world that consumes 105 million barrels of oil per day in 2025?*. Oil & Gas Science and Technology - Revue d'IFP Energies nouvelles, Institut Français du Pétrole, 2019.

pétroliers déclinera de 34 Mbj (voire 54 Mbj, en cas de problèmes de maintenance) sur la même période. Il faudra donc mettre en service, sur une période de 5 ans, de nouveaux puits pour extraire 3 à 4 fois la production annuelle de l'Arabie saoudite<sup>2</sup>.

Or, selon l'AIE, les investissements qui ont été réalisés dans le secteur permettent d'espérer un volume supplémentaire d'à peine 19 Mbj. Ce chiffre n'inclut toutefois pas le pétrole de schiste non-conventionnel aux Etats-Unis.

Parallèlement, on ne note pas de nouveaux investissements dans la filière du pétrole conventionnel. La capacité de l'industrie pétrolière à répondre à la demande en hausse repose, dans les hypothèses développées par l'AIE, sur la capacité des producteurs de pétrole de schiste à doubler leur production et ainsi passer de 7,5 Mbj à 15 Mbj en 2025. Il semble, pour l'heure, difficile de tableur sur ce type de scénario.

En effet, les réserves de pétrole de schiste sont, par rapport au pétrole conventionnel, plus rapidement exploitables. C'est ainsi que le lancement d'un puits de pétrole non-conventionnel représente, le plus souvent, un délai de mise en œuvre de un à deux mois. En revanche, un puits de pétrole de schiste arrive beaucoup plus rapidement en fin de vie. C'est ainsi que la production est réduite de 70% après un an d'exploitation et de 90% après deux ans. En 24 mois, un puits est donc quasiment épuisé. Aux Etats-Unis, les compagnies pétrolières forent environ 8.000 puits non-conventionnels par an (contre 15.500 avant la chute des cours) mais leur productivité a triplé en sept ans.

D'après Pierre Hacquard, Marine Simoën et Emmanuel Hache, pour atteindre le niveau de 15 Mbj en 2025 à partir des forages de pétrole schisteux aux Etats-Unis, il conviendrait que le secteur, au lieu de se reposer sur des forages moins nombreux mais plus productifs, augmente le nombre de puits tout en soutenant les gains de productivité dans le secteur. Hélas, l'AIE, elle-même, anticipe un pic de production du pétrole de schiste à 9 Mbj en 2023 aux Etats-Unis.

Puisqu'il sembler acquis que les Etats-Unis ne doubleront pas leur production de pétrole de schiste d'ici 2025, seule l'arrivée sur les marchés d'une production conséquente de pétrole de schiste situé d'autres pays serait susceptible de cadrer avec la hausse de la demande attendue. Les gisements non-conventionnels les plus intéressants se trouvent Argentine, en Chine et en Russie. Mais de là à parier qu'un nouveau modèle de production crédible apparaisse chez les émergents, il y a, comme qui dirait, de la marge. En effet, le modèle des Etats-Unis s'appuie sur plusieurs éléments que l'on ne retrouve pas dans ces pays, à savoir une consommation en grande partie localisée sur place, un bon réseau d'infrastructures, de grosses capacités nationales de stockage ainsi qu'un large réseau d'infrastructures de transport et de stockage. Or, malgré de tels atouts, la filière américaine du pétrole de schiste n'a pas réussi à générer des rentrées financières suffisantes l'année dernière. C'est ainsi qu'« en mai 2019, 90% des producteurs indépendants (...) n'étaient toujours pas bénéficiaires »<sup>3</sup>. La chose commencerait, d'ailleurs, à inquiéter les marchés outre-Atlantique<sup>4</sup>.

Comme nous venons de le voir, la production de pétrole conventionnel est en chute libre depuis une bonne dizaine d'années. Cela signifie que les (rares) analystes qui ont défendu, à

---

<sup>2</sup> L'Usine Nouvelle, édition mise en ligne du 27 décembre 2019.

<sup>3</sup> L'Usine Nouvelle, *ibid.*

<sup>4</sup> Wall Street Journal édition mise en ligne le 13 août 2019.

cette époque, l'hypothèse d'un pic de la production de pétrole conventionnel<sup>5</sup> avaient raison. Nous allons voir qu'ils étaient d'ailleurs relayés par des responsables politiques.

### ***Quand l'Australie et les Etats-Unis prenaient conscience du pic du pétrole***

Le 20 mai 2005, le Vice-premier ministre australien conservateur (National Party), J. Anderson, fit part de ses craintes concernant l'éventualité de l'existence d'un pic pétrolier, phénomène qu'il mettait en rapport avec « les prix élevés des carburants<sup>6</sup> ». Le 22 juin 2005, le docteur Chesterfield-Evans (membre du parti des démocrates australiens) prit la parole au sein du parlement de la Nouvelle-Galles du Sud lors de la seconde lecture du projet de loi antiterroriste pour préciser que « la veille, des membres ont reçu une information concernant le pic du pétrole. C'est l'idée que l'offre globale de pétrole va atteindre son pic entre 2007 et 2013. Notre dépendance vis-à-vis du pétrole va croissante. Les politiques menées par ce Gouvernement ne contribuent en rien à l'identification (...) de carburants de remplacement et nous continuerons à privilégier le transport par route au détriment du rail<sup>7</sup> ». Faisons le point. Le parti des démocrates australiens (Australian Democrats), à l'époque, désignait une formation centriste (qui a été dissoute en 2015). Donc, pas du tout un parti d'extrême-gauche qu'on pourrait taxer d'écologiste virulente.

L'inquiétude était telle à l'époque que le Sénat australien a chargé une commission<sup>8</sup> de mener une enquête pour évaluer la production et la demande de pétrole dans le pays. En septembre, ladite commission publie un premier rapport particulièrement intéressant. Dans la partie consacrée au pic pétrolier, on peut lire « La Commission n'a connaissance d'aucune publication d'agence officielle qui réfuterait les arguments du pic du pétrole (...). La possibilité qu'existe un pic de production de pétrole avant 2030, même si ce n'est qu'une éventualité, devrait être source d'inquiétude. L'Australie devrait s'y préparer dès maintenant, comme la Suède le fait avec ses plans pour s'affranchir de sa dépendance au pétrole d'ici 2020 »<sup>9</sup>.

Le rapport de la Commission des affaires rurales et du transport proposait comme alternatives au pétrole l'accroissement de l'efficacité énergétique des véhicules et la réduction de la demande pour les transports dépendant des énergies fossiles (ou au moins la réduction de sa croissance). Dans ce domaine, les alternatives principales qui ont été proposées consistaient à encourager l'utilisation plus importante des chemins de fer pour le transport des marchandises à longue distance, à encourager la marche, le vélo et les transports publics dans les villes et promouvoir des politiques d'aménagement du territoire réduisant la nécessité de parcourir de longues distances.

Une prise de conscience émergeait également, il y a 15 ans, aux Etats-Unis. C'est ainsi que le 23 octobre 2005, le Congrès américain mettait sur pied une Commission du pic du pétrole

---

<sup>5</sup> Le pic pétrolier désigne le moment où la production commence à décroître en raison de la raréfaction de la matière première.

<sup>6</sup> ABC NewsOnline, Anderson fears for oil reserves, 20 mai 2005, [www.abc.net.au/news/newsitems/200505/s1373262.htm](http://www.abc.net.au/news/newsitems/200505/s1373262.htm)

<sup>7</sup> Archives du Parlement de Nouvelle-Galles du Sud, 22 juin 2005. Url : : <http://www.parliament.nsw.gov.au/prod/parlment/hansart.nsf/V3Key/LC20050622012>. Cité par Bernard Wesphael, Wallonie Verte, Etopia, Namur, 2009.

<sup>8</sup> The Australian Senate, Rural and Regional Affairs and Transport References Committee, "Australia's future oil supply and alternative transport fuels", rapports et auditions publiques, 2006, [www.aph.gov.au/Senate/committee/rrat\\_ctte/oil\\_supply/index.htm](http://www.aph.gov.au/Senate/committee/rrat_ctte/oil_supply/index.htm). Date de consultation : 28 février 2020.

<sup>9</sup> Ibid.

comportant en tout 24 membres de la Chambre des Représentants. Le lendemain, on notait le dépôt de la Résolution 507 qui exprimait « le sentiment de la Chambre des Représentants que les Etats-Unis, en collaboration avec d'autres alliés internationaux, devraient constituer un projet de l'énergie avec l'ampleur, la créativité et le sentiment d'urgence qui a fait partie du projet « Un Homme sur la Lune » afin de résoudre les défis inévitables du pic du pétrole »<sup>10</sup>. Les 7 et 8 décembre 2005, deux exposés sur le pic du pétrole ont été réalisés dans l'enceinte de la Chambre des Représentants, l'un à destination (7 décembre) des seuls membres de la sous-commission de l'énergie et de la qualité de l'air. L'exposé du 8 décembre avait un caractère plus marqué politiquement puisqu'il avait eu lieu dans le cadre d'une assemblée plénière de la Chambre.

Depuis, les gouvernements Etats-Unis et l'Australie, à l'occasion d'un virage pour le moins climatosceptique, ont fini par se rabibocher avec le secteur pétrolier. Il n'est donc plus question dans ces pays de penser l'après-pétrole mais, au contraire, d'appuyer autant que faire se peut l'industrie pétrolière. C'est ainsi qu'en avril de l'année dernière, Donald Trump « a signé (...) deux décrets qui, selon lui, accéléreront la construction de pipelines et d'autres projets pour améliorer la production et le transport de pétrole et de gaz naturel entre les États fédérés et au-delà des frontières des États-Unis »<sup>11</sup>. Le Premier ministre australien, Scott Morrison, dont les relations avec l'actuel locataire de la maison Blanche sont excellentes, n'affiche guère de grandes ambitions prospectives en ce qui concerne les politiques énergétiques. Voilà sans doute pourquoi il a, face aux risques de tensions à venir en ce qui concerne l'approvisionnement en pétrole, choisi la réponse court-termiste par excellence, à savoir négocier un accès privilégié aux immenses réserves d'or noir des Etats-Unis<sup>12</sup>.

On mesure l'involution parcourue dans ces deux pays. Comment l'expliquer ?

### *Le poids du secteur extractif*

On voit clairement l'importance qu'ont prise, depuis une quinzaine d'années, les activités extractives en Australie et aux Etats-Unis. En Australie, le minerai de fer et le charbon représentaient 45% des exportations du pays en 2017. Une génération plus tôt, en 1991, les exportations de Canberra étaient moins dominées par le secteur extractif. Le charbon représentait 13% des recettes d'exportation du pays. Le minerai de fer équivalait, pour sa part, à 6,7% de ces mêmes recettes. En 25 ans, la part du secteur minier dans les exportations de l'Australie a donc plus que doublé<sup>13</sup>.

Si, demain, Stuart Morrison avouait qu'il est possible de se passer du pétrole, le lobby écologiste local lui signifierait que cette excellente initiative sur le plan climatique ne doit pas faire oublier le triste record du pays en matière de rejet de CO<sub>2</sub>, en raison précisément de l'activité effrénée du secteur minier national.

Or, ce dernier a été tiré en avant par la croissance de la demande chinoise en minerais. En 2017, la Chine consacrait près de 4% de ses dépenses d'importation à l'achat de minerai de fer. 67% du minerai de fer importé en Chine provenait d'Australie. En 1991, le minerai de fer

---

<sup>10</sup> La liste de manifestations de prise de conscience de la crise du pic du pétrole aux Etats-Unis est reprise d'un article de Patrick Brocorens (chercheur à l'Université de Mons), « Le pic du pétrole, un défi pour la civilisation » in Cahiers marxistes, « Critiques de la (dé)croissance » (n°235 mai-juin 2007), p.30.

<sup>11</sup> New York Times, édition mise en ligne le 10 avril 2019.

<sup>12</sup> The Sydney Morning Herald, édition mise en ligne le 20 septembre 2019.

<sup>13</sup> The Observatory of Economic Complexity (OEC), février 2020.

ne représentait que 0,83% des importations chinoises<sup>14</sup>. Cette demande a nourri l'impressionnante croissance de l'économie australienne qui n'a pas connu de récession, contrairement à la majorité des pays de la planète, en 2008 et en 2009. Le gigantesque plan de relance adopté à cette époque par le gouvernement chinois, a dopé la sidérurgie nationale et, par la même occasion, les importations de minerai de fer en provenance d'Australie.

Dans le cas des Etats-Unis, les choses sont encore plus simples. Le secteur extractif s'est principalement orienté vers l'exploitation des ressources nationales en pétrole non-conventionnel de schiste. Le boom du pétrole de schiste a largement contribué à améliorer les chiffres du déficit extérieur de Washington. Avec le développement du pétrole de schiste, « les Etats-Unis sont devenus, en 2018, le premier producteur mondial d'or noir, avec plus de 12 millions de barils par jour (Mb/j), devant l'Arabie saoudite et la Russie »<sup>15</sup>. Mieux encore, les Etats-Unis ont, pour la première fois depuis des décennies, exporté davantage de pétrole (8,757 millions barils/jour) qu'ils n'en ont importé (8,668 millions barils/jour). La production de schiste et les forages en haute mer ont permis ce retournement aussi spectaculaire que bienvenu.

Rien ne permet, cependant, d'affirmer que cette tendance va se poursuivre à l'avenir. C'est ainsi que la hausse de production américaine... fléchit. « Entre 2018 et cette année, elle était de 1,2 million de barils en plus ; entre 2019 et l'an prochain, elle ne devrait plus être « que » d'un million supplémentaire »<sup>16</sup>.

La raison de cet essoufflement tient au fait que le pétrole de schiste devient moins rentable. C'est évidemment une mauvaise nouvelle pour le secteur pétrolier US. Ce n'est, d'ailleurs pas, pas la seule. Les réserves américaines de pétrole de schiste, vu le rythme de la production, seront épuisées dans environ six ans<sup>17</sup>. Si l'on ajoute à cela le fait que la Chine sera de moins en moins demandeuse de matières premières au fur et à mesure que son économie se tournera davantage vers les services et la consommation intérieure, l'Australie a également de gros soucis à se faire.

La nature ayant horreur du vide, la fin de la croissance extractiviste en Australie et aux Etats-Unis fera peut-être enfin place à des débats prenant davantage en compte des facteurs environnementaux de long terme. L'espoir fait, paraît-il, vivre...

---

<sup>14</sup> The Observatory of Economic Complexity, (OEC), janvier 2020.

<sup>15</sup> Les Echos, édition mise en ligne du 15 juin 2019.

<sup>16</sup> Le Point, édition mise en ligne du 12 septembre 2019.

<sup>17</sup> Les Echos, édition mise en ligne du 15 juin 2019.